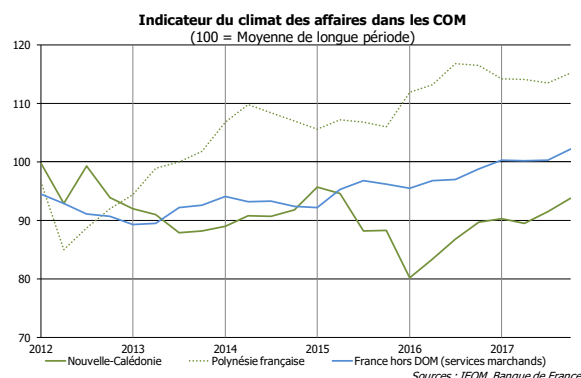
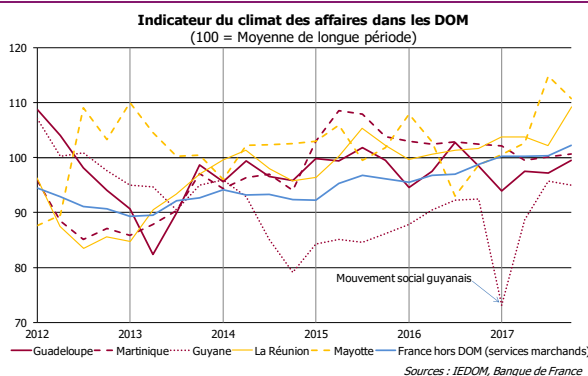




Conjoncture Outre-mer 2017 et perspectives 2018

Une évolution favorable en dépit des événements climatiques et sociaux

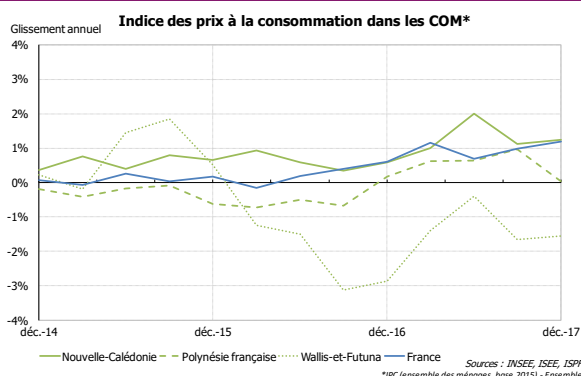
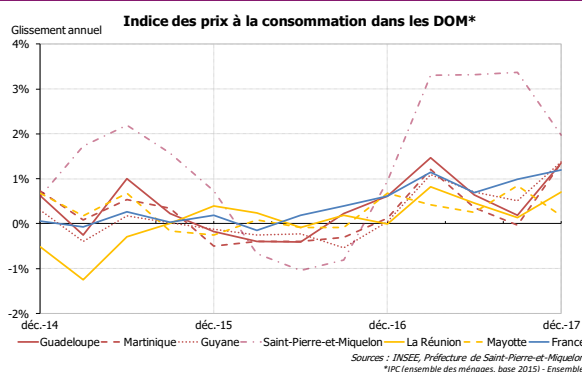
UN CLIMAT DES AFFAIRES GLOBALEMENT BIEN ORIENTÉ



En 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure globalement bien orienté dans les DOM et collectivités françaises de la zone euro. Dans l'océan Indien, l'ICA se renforce : à La Réunion, dans le sillage d'une activité économique dynamique, il s'installe à son plus haut niveau depuis dix ans, tandis qu'à Mayotte l'indicateur passe en territoire positif en début d'année avant d'atteindre des niveaux élevés, malgré un climat social tendu. Dans le bassin Antilles-Guyane, l'ICA revient autour de sa moyenne de longue période en dépit des événements climatiques et sociaux qui ont marqué l'année. En Guyane, les mouvements sociaux de mars-avril ont sensiblement pesé sur l'activité, cependant l'indicateur s'est très rapidement redressé à partir du deuxième trimestre pour retrouver la dynamique amorcée avant la crise sociale. En Guadeloupe, au-delà d'un léger à-coup au premier semestre, l'ICA revient en fin d'année à son niveau de longue période, tandis qu'en Martinique, le climat des affaires demeure stable. Enfin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, la consommation des ménages soutient l'activité, en lien avec un marché du travail favorablement orienté.

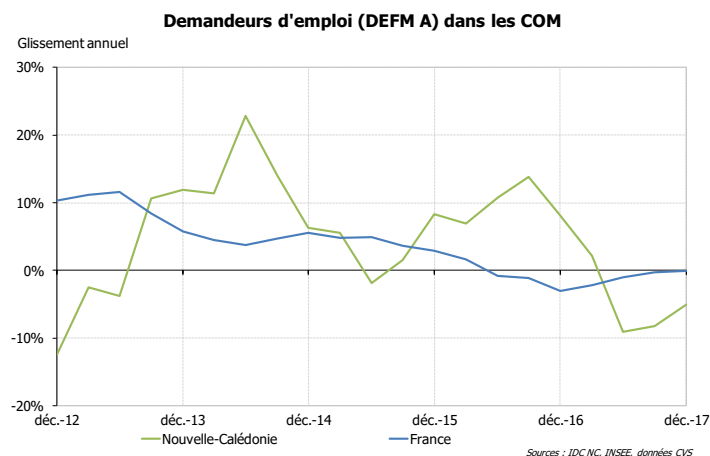
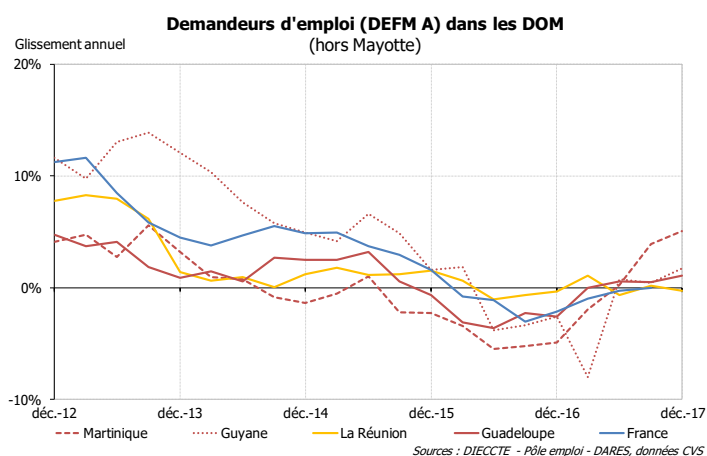
Dans les COM du Pacifique, les évolutions conjoncturelles sont plus hétérogènes. En Polynésie française, l'amélioration observée depuis trois ans se confirme en 2017. L'indicateur du climat des affaires, qui se stabilise à un niveau élevé, illustre la bonne tenue de l'activité. Parallèlement, la confiance des chefs d'entreprise se restaure progressivement en Nouvelle-Calédonie, à la faveur d'une remontée des cours du nickel. L'ICA se redresse à compter du deuxième trimestre, pour se rapprocher de sa moyenne de longue période. Néanmoins, dans le contexte pré-référendaire, le climat économique général reste plutôt morose. Enfin, à Wallis-et-Futuna, l'année 2017 s'inscrit dans la continuité de l'année 2016, caractérisée par une consommation des ménages stable et une progression de l'investissement des entreprises.

L'INFLATION REMONTE, MAIS DEMEURE CONTENUE



Après une phase de stabilisation en 2016, les prix ont légèrement progressé dans l'ensemble des DCOM (+0,8 % en moyenne en 2017), en lien avec le redressement des prix de l'énergie. En outre-mer, l'évolution des prix demeure très corrélée à celle observée au niveau national, mais il existe deux exceptions : Wallis-et-Futuna où la péréquation tarifaire de l'électricité a continué d'accompagner la baisse des prix (-1,2 %) et Saint-Pierre-et-Miquelon dont la structure des importations, plus orientées vers le Canada que vers la Métropole, génère une inflation plus élevée (+3,0 %) que dans les autres géographies ultramarines.

ÉVOLUTION EN DEMI-TEINTE DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Les marchés du travail des géographies ultramarines affichent un bilan en demi-teinte, en partie dû à la fin du plan national de formations¹. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît dans le bassin Antilles-Guyane, la situation est plus contrastée dans l'océan Indien : à La Réunion l'emploi salarié privé progresse, profitant notamment du développement des contrats courts, tandis qu'à Mayotte le taux de chômage se détériore, en lien avec la formalisation progressive du marché du travail. Saint-Pierre-et-Miquelon s'affirme comme une exception, avec une situation proche du plein emploi malgré une légère dégradation en fin d'année.

La situation sur le marché du travail est également hétérogène dans les COM du Pacifique. En Polynésie française, le renforcement du marché du travail se poursuit. L'indice de l'emploi salarié augmente de 1,8 % en fin d'année. En revanche, le marché de l'emploi calédonien est sous tension : les offres d'emploi ont toujours davantage de difficulté à être pourvues et le stock moyen d'offres actives en fin de mois s'accroît (+12,8 %). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue par rapport à 2016 (-2,9 % en moyenne annuelle) malgré la hausse du nombre de licenciements économiques (+12,3 %). Ainsi la baisse des demandeurs d'emploi traduit sans doute davantage un découragement progressif face aux difficultés rencontrées sur le marché du travail. À Wallis-et-Futuna le marché du travail demeure stable : au premier semestre 2017, la progression de l'emploi dans le secteur privé est compensée par le léger recul du secteur public, ce dernier restant prépondérant (61 % de l'emploi total).

Pour mémoire, l'Outre-mer demeure caractérisé par un taux de chômage structurellement plus élevé qu'en métropole, oscillant entre 18,0 % à la Martinique et 25,9 % à Mayotte, contre 8,6 % en France métropolitaine². À La Réunion, où vit près d'un ultramarin sur trois, le taux de chômage atteint 22,4 %³.

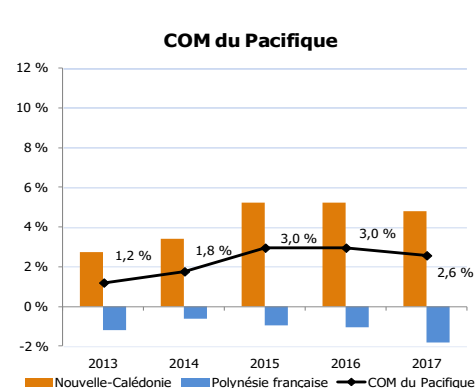
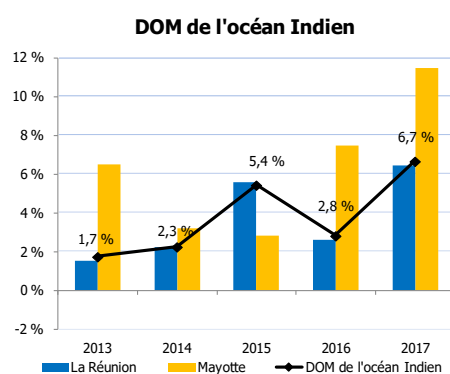
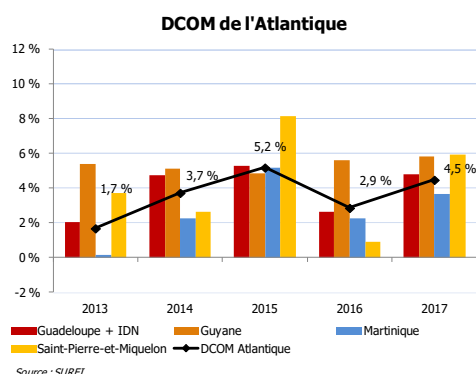
UNE ACTIVITÉ DE CRÉDIT DYNAMIQUE

À fin 2017, l'encours des crédits consentis dans l'Outre-mer s'élève à près de 61,4 milliards d'euros, en hausse de 4,8 % sur l'année.

En écho à un contexte économique favorable, l'encours de crédit s'inscrit en hausse de 5,6 % dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) de la zone euro, pour atteindre 46,6 milliards d'euros. Il augmente en particulier fortement (+6,7 %) pour les DOM de l'océan Indien, alimenté en volume par les crédits à l'habitat des ménages à La Réunion. Dans les DCOM de l'océan Atlantique, l'encours de crédit est en hausse de 4,5 %, porté par les crédits à l'équipement des entreprises.

L'activité de crédit est également en hausse dans les COM du Pacifique (+2,6 %), portée par les crédits aux ménages. En Polynésie française, l'encours s'inscrit en hausse de 2,6 % sur l'année, alimenté par les crédits à l'habitat des ménages et dans une moindre mesure par les crédits à l'équipement des entreprises. Toutefois, en raison d'une diminution de l'encours douteux (*cf. partie relative à l'assainissement des portefeuilles de prêts*), l'encours brut est en baisse de 1,8 %.

Évolution des encours de crédit en glissement annuel



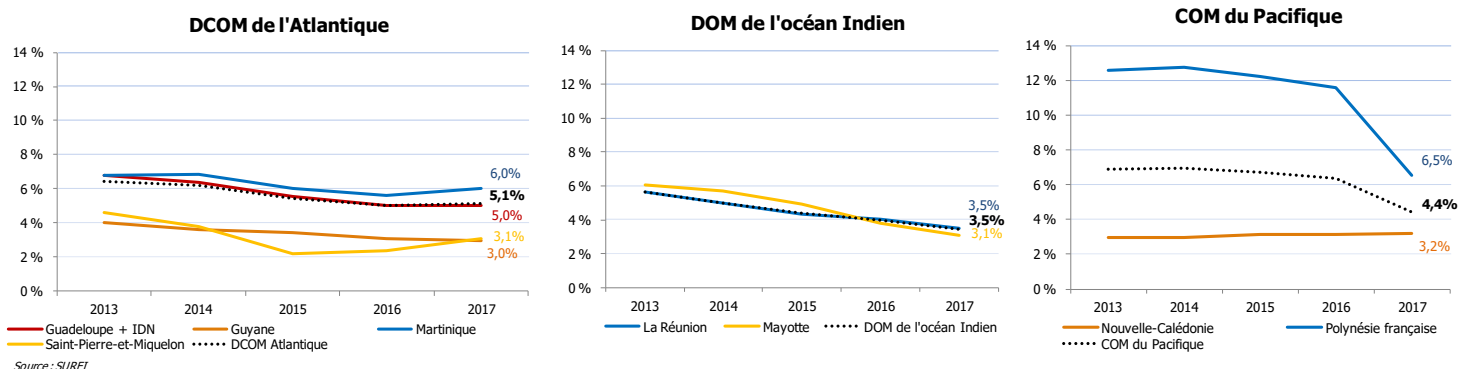
¹ Dans les DOM, le recul du nombre de DEFM A en 2016 est à mettre en parallèle du plan national « 500 000 formations supplémentaires », qui a conduit à un report des demandeurs de catégorie A vers la catégorie D (demandeurs d'emploi en formation). Depuis, une partie de ces demandeurs a réintégré la catégorie A.

² Dernières données disponibles : 2016 (Martinique et La Réunion) et 2017 (Mayotte à fin juin et France métropolitaine à fin décembre, provisoire).

L'ASSAINISSEMENT DES PORTEFEUILLES DE PRÊTS SE POURSUIT

La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales de l'outre-mer s'améliore depuis plusieurs années : le taux de créances douteuses s'établit à 4,3 % en 2017, après avoir culminé à 6,5 % en 2010, et se rapproche ainsi du taux de métropole (3,7 % en 2016, dernière donnée disponible).

Évolution du taux de créances douteuses



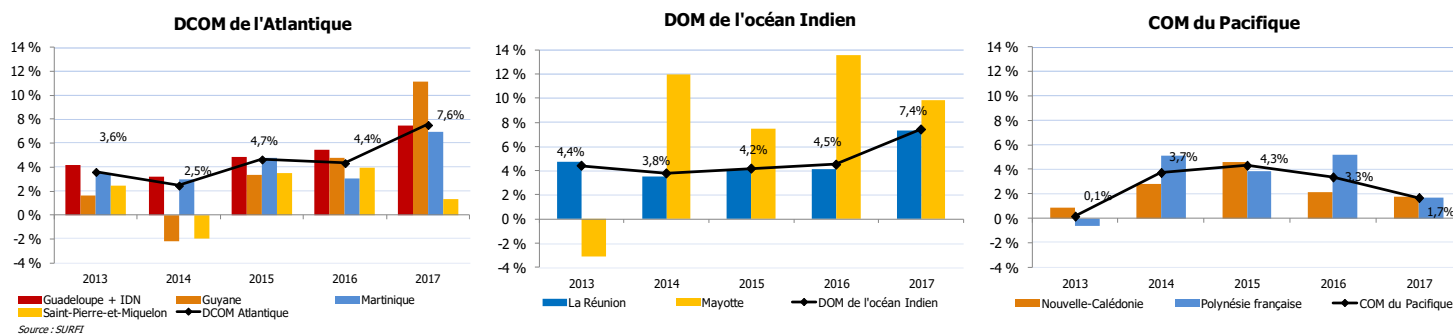
La sinistralité se stabilise à un taux de 5,1 % pour la zone Atlantique, à l'exception d'une hausse modérée de 0,4 point en Martinique, en raison d'une augmentation de l'encours douteux aux entreprises. La qualité du portefeuille des banques poursuit son amélioration dans l'océan Indien, avec un taux en baisse de 0,5 point à 3,5 %.

La qualité des portefeuilles de prêts des banques des COM du Pacifique s'améliore à nouveau en 2017 : le taux de créances douteuses chute de 2 points de pourcentage sur l'année à 4,4 %. Cette évolution s'explique principalement par l'assainissement du portefeuille des établissements de Polynésie française, ces derniers ayant cédé une partie de leurs créances douteuses à des entreprises métropolitaines spécialisées. La sinistralité du portefeuille bancaire néo-calédonien reste quant à elle contenue à 3,2 % en fin d'année.

DES RESSOURCES EN DÉPÔT CLIENTÈLE EN HAUSSE POUR LES BANQUES

La hausse de l'encours de dépôts observée dans quasiment l'ensemble des géographies ultramarines est alimentée par les dépôts à vue et dans une moindre mesure les placements long terme (assurance vie, PEL, etc.), les épargnants se détournant des placements indexés sur les taux du marché dans l'environnement de taux bas actuel.

Évolution des encours de dépôts en glissement annuel³



Au 31 décembre 2017, le total des actifs financiers collectés par les établissements de crédit des DCOM de l'Atlantique s'établit à 19,2 milliards d'euros, en hausse de 7,6 % sur l'année, portés par la hausse des dépôts à vue et dans une moindre mesure, les placements long terme.

Suivant la même dynamique, les dépôts se portent à 15,1 milliards d'euros dans les DOM de l'océan Indien, en hausse de 7,4 %.

La hausse de l'épargne collectée, de +1,7 % pour un encours de 11,4 milliards d'euros, est moins marquée dans les COM du Pacifique, en raison d'une baisse sensible des placements indexés.

³ Pour la zone euro, les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques soit auprès des établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit auprès de ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Pour la zone du FCFP il s'agit des actifs déposés auprès des ECIL uniquement.

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : des chocs exogènes pèsent sur le climat des affaires

En 2017, l'appréciation des chefs d'entreprise sur l'activité est affectée par une année riche en événements sociaux, politiques et climatiques. Toutefois, des signes d'accélération sont perceptibles, après un léger recul du PIB en 2016 (-0,3 % en volume). La consommation poursuit sa progression comme l'illustre la hausse des importations de biens destinés aux ménages. Plus globalement, les importations et les exportations de l'archipel augmentent. Par ailleurs, après trois années de stabilité, les prix à la consommation progressent légèrement, tirés en partie par ceux de l'énergie. L'évolution de l'investissement est mitigée et le marché de l'emploi se dégrade, après une amélioration en 2016 : le nombre de demandeurs d'emploi augmente alors que l'offre diminue.

Au niveau sectoriel, le tourisme réalise une bonne année, à l'instar des industries agroalimentaires et du commerce. L'activité du secteur des services marchands évolue en demi-teinte, tandis que celles des autres industries et du secteur primaire sont mal orientées. Dans ce dernier cas, le passage de l'ouragan Maria en septembre 2017 porte un coup d'arrêt à la production du secteur.

En parallèle, l'activité bancaire accélère en 2017, qu'il s'agisse de l'octroi de crédits ou de la collecte de dépôts. Les ménages et les entreprises contribuent à cette accélération.

ILES DU NORD : LE REBOND APRÈS IRMA ?

Les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin ont été frappées par l'ouragan Irma dans la nuit du 5 au 6 septembre 2017. Cet ouragan de catégorie maximale a causé plus d'une dizaine de morts à Saint-Martin et des dégâts matériels considérables sur les deux îles. Le coût total des dégâts assurés est estimé à 1,83 milliard d'euros (près de 200 % du PIB cumulé) pour ces deux territoires qui comptent environ 45 000 habitants. En outre, 95 % des bâtiments publics et privés ont été dégradés, dont un quart totalement détruit. Début mars 2018, environ un tiers des sommes dues aux assurés (609 millions d'euros) a été payé par les assurances.

Le tourisme, pilier de ces deux petites économies, a été durement affecté par les destructions d'hôtels, de restaurants, de commerces et d'infrastructures de transport. De nombreux touristes ont ainsi choisi de repositionner leurs séjours sur les îles de la Caraïbe les moins touchées par les ouragans de septembre 2017. À Saint-Barthélemy, les professionnels du secteur sont confiants quant à une reprise de l'activité touristique au second semestre 2018, les délais évoqués pour Saint-Martin sont plus longs. Les reconstructions devraient contribuer à dynamiser les économies en sollicitant les entreprises locales, notamment dans le secteur du BTP, en dépit d'une hausse des prix des matériaux.

Martinique : une activité touristique record contribuant à la stabilité

En 2017, l'économie martiniquaise a, une nouvelle fois, fait preuve de résilience, mais sans trouver de véritable souffle. Dans ces conditions, l'indicateur du climat des affaires se situe, tout au long de l'année, autour de sa moyenne de longue période. Le contexte macroéconomique est marqué par le maintien de l'investissement et la poursuite de la consommation des ménages. L'activité de financement continue sa progression, preuve du maintien d'un cycle économique positif. Les encours bancaires de crédits à la consommation des ménages et de crédits d'investissement des entreprises sont bien orientés.

Au niveau sectoriel, les évolutions sont très hétérogènes. Le secteur agricole subit les conséquences des aléas climatiques, tout comme les secteurs du BTP et de l'industrie, dont les problématiques seraient davantage structurelles. Inversement, le tourisme enregistre un nombre record de visiteurs.

Guyane : une année charnière

L'année 2017 a été marquée par les mouvements sociaux de mars — avril. Ceux-ci ont débouché sur une prise de conscience collective des besoins de la Guyane, et l'émergence d'un plan d'urgence d'un milliard d'euros pour y faire face. En raison de leur ampleur et de leur durée, ces mouvements ont fortement perturbé l'activité économique (l'indicateur du climat des affaires a connu une chute historique au premier trimestre) et ont également accentué la fragilité des entreprises.

Toutefois, le climat des affaires se restaure progressivement à partir du second semestre et retrouve sa dynamique amorcée avant la crise sociale. La consommation des ménages progresse, en dépit d'une situation sur le marché de l'emploi toujours dégradée et d'une inflation modérée. L'encours bancaire s'accroît de 6 %, tandis que le financement des entreprises augmente dans des proportions similaires (+9 %), porté par l'activité des bailleurs sociaux.

CARAÏBES : DES ÉCONOMIES VULNÉRABLES, MAIS RÉSILIENTES

L'année 2017 a mis une nouvelle fois en lumière l'extrême vulnérabilité de certains territoires caribéens aux aléas climatiques : 10 des 19 pays membres emprunteurs de la Banque caribéenne de développement (BCD) ont été touchés par les ouragans Irma et Maria d'automne 2017, dont les dégâts ont été notamment estimés à 225 % du PIB en Dominique et à plus de 300 % aux îles Vierges britanniques. L'activité des territoires dépendants de matières premières (Trinidad-et-Tobago, Suriname) continue de diminuer bien que dans une moindre mesure, aidée par la remontée progressive des cours du pétrole. En revanche, ceux ayant une économie plus tertiaisée ont traversé l'année avec moins de difficulté, soutenus par le dynamisme du tourisme. Au total, la Banque caribéenne de développement (BCD) estime à +0,6 % la croissance du PIB en 2017, après une année 2016 relativement stable (-0,1 %). Le Panama est en 2017 l'économie la plus dynamique de la région, avec une croissance du PIB estimée à 5,4 % par le FMI.

Sources : FMI, BCD

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité économique en quête d'une nouvelle dynamique

L'année 2017 confirme le diagnostic d'une activité économique soutenue par la consommation des ménages. Cependant, si certains secteurs affichent un dynamisme, l'économie montre des signes d'essoufflement intérieur, notamment sur le financement. Le marché du travail reste favorablement orienté alors que la consommation des ménages ralentit dans un contexte où les prix repartent à la hausse, portés par l'accroissement des prix des produits énergétiques.

Malgré la progression des exportations, le déficit commercial de l'archipel s'accroît en 2017, en lien avec l'arrivée de biens d'investissement, notamment dans les secteurs halieutique et touristique. Des investissements dans le secteur des télécommunications ont également été effectués cette année.

Les actifs financiers des agents économiques continuent leur croissance avec une préférence pour la détention d'actifs liquides. La part des actifs détenus par les ménages diminue en faveur des entreprises et des autres agents économiques. Le financement de l'économie progresse tout en s'orientant sur des financements octroyés par des établissements de crédit non installés localement.

Au niveau sectoriel, le secteur touristique poursuit son essor. En revanche, le secteur halieutique se contracte, en raison d'une diminution des prises de pêche industrielle.

La Réunion : une année solide

L'année 2017 confirme le maintien de l'économie réunionnaise dans un environnement conjoncturel bien orienté, pour la quatrième année consécutive. Des effets d'entraînement positifs sont générés par le renforcement de l'investissement des entreprises qui gagne enfin en vigueur, et sont confortés par une trésorerie et des actifs financiers en progression.

La consommation des ménages est vigoureuse, dans un contexte de progression de la masse salariale, de faible inflation et d'accélération du crédit. L'emploi salarié privé progresse (bien que plus modestement qu'en 2016), tandis que les emplois en contrats courts se développent nettement et que le marché de l'emploi fait face à la baisse des emplois aidés. Le climat des affaires termine l'année sur un point haut, augurant des perspectives bien orientées à court terme. Sur ces niveaux favorables, les risques d'essoufflement sont toutefois présents.

Cette amélioration profite à la plupart des secteurs. L'agriculture maintient son activité, avec une campagne cannière en hausse et une filière avicole qui se redresse. Le commerce et les industries agricoles et alimentaires profitent de la bonne orientation de la consommation. L'activité du BTP est soutenue par les travaux routiers, aéroportuaires et des centres hospitaliers. A contrario, la construction et la réhabilitation de logements sociaux sont moins fortes qu'attendu. La situation des services marchands est jugée favorable, en particulier l'industrie touristique.

L'activité bancaire est vigoureuse et accompagne cette embellie, dans un contexte de restructurations organisationnelles et de changement de modèle de la banque de détail.

Mayotte : et pourtant les signes de relance se confirmaient en fin d'année...

Marquée par un attentisme des acteurs économiques en 2016, l'économie de Mayotte a fait preuve de résilience dès le début de l'année 2017, malgré de nombreuses difficultés liées à un climat social tendu, avant de retrouver des signes de relance en fin d'année. Ce retournement favorable de la conjoncture s'est appuyé sur une consommation des ménages toujours solide et un retour des investissements, permettant aux chefs d'entreprise de retrouver progressivement confiance dans leurs affaires. L'indicateur du climat des affaires (ICA) a ainsi connu une progression timide au premier semestre pour se positionner autour de sa moyenne de longue période, avant d'accélérer au troisième trimestre et se placer bien au-dessus en fin d'année.

Évoluant dans un environnement de stabilité des prix, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont soutenu les importations, qui augmentent de nouveau. Le marché de l'emploi poursuit sa formalisation après une relative stabilité en début d'année. Cette formalisation se traduit par un taux de chômage élevé (25,9 % à juin 2017).

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise ont renoué avec une activité favorable à partir de la deuxième moitié de l'année, à l'image du secteur du commerce. En revanche, le secteur des services marchands, après une année 2016 favorable, a vu son activité se réduire tout au long de l'année.

Dans un contexte plutôt favorable, le financement de l'économie par le système bancaire se poursuit en 2017, soutenu par la reprise des crédits d'investissement aux entreprises ainsi que la bonne tenue des crédits accordés aux ménages. Par ailleurs, portée par le dynamisme des dépôts à vue, la collecte d'épargne maintient sa trajectoire à la hausse. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux continue de s'améliorer avec un repli du taux de créances douteuses.

OCÉAN INDIEN : UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE FAVORABLE

L'économie **mauricienne** maintient un rythme de croissance soutenu, avec une hausse de 3,7 % du PIB en volume après +3,6 % en 2016. La consommation des ménages reste robuste (+3,1 %) et l'investissement continue son redressement (+5,0 % après +3,8 % en 2016), soutenu par une baisse du taux directeur qui s'établit à 3,5 % en septembre 2017. Aux **Seychelles**, l'activité économique repart à la hausse en 2017 (+6,3 % en 2017 contre +4,5 % en 2016), avec une demande extérieure bien orientée et un nouveau record de fréquentation touristique.

En **Afrique du Sud**, la croissance économique se redresse légèrement : +1,3 % contre +0,6 % en 2016, en dépit des tensions politiques qui ont conduit à la démission du président Jacob Zuma. Toutefois, elle reste en deçà des performances observées entre 2001 et 2014 (+2,5 % par an en moyenne). Après de fortes tensions inflationnistes en 2016, le taux directeur a été abaissé de 7,0 % à 6,5 % en mars 2018.

La Banque Centrale des **Comores** prévoit une progression de 3,0 % de la croissance du PIB pour 2017 (+2,2 % en 2016). À **Madagascar**, l'activité économique est bien orientée, avec une croissance estimée à 4,2 % selon la Banque centrale malgache, confirmant la tendance observée en 2016 (+4,0 %). Les exportations de biens bondissent de 21,6 %, alors que le nombre de touristes se contracte de 17,0 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

Nouvelle-Calédonie : entre espoirs et tensions

L'économie en 2017, notamment au second semestre, semble marquer une amélioration par rapport au rythme fortement ralenti de 2016, et être ainsi sortie de la période aigüe de la crise du nickel. L'indicateur de climat des affaires, tiré précisément par des niveaux de production miniers et métallurgiques records, retrouve ainsi en fin d'année le niveau de début 2015.

L'investissement des entreprises, jusqu'alors globalement morose, connaît un net rebond en fin d'année sous l'effet de plusieurs déblocages de crédits importants, et rejoint une conjoncture toujours dynamique de l'investissement immobilier des ménages.

L'année 2017 reste néanmoins globalement une année d'activité ralentie. L'investissement des entreprises ne se redresse qu'en fin d'année. La consommation des ménages, principale source de croissance pour une partie importante de l'économie, stagne par rapport à une année 2016 peu favorable. À l'inverse des services en progression, l'industrie, le BTP, et le commerce dans une moindre mesure, continuent à perdre des emplois salariés, même si pour certains de ces secteurs la confiance des entrepreneurs se redresse (commerce, BTP). Enfin, outre le secteur minier, les professionnels du tourisme affichent de bons résultats avec une fréquentation touristique record.

Ces résultats d'activité encourageants ne doivent cependant pas faire oublier les tensions sur l'économie calédonienne qui se sont accentuées en 2017. Face à une population active en croissance, l'emploi salarié a en effet globalement stagné : la progression de 2,6 % de l'emploi public compensant la diminution du secteur privé. Les recettes fiscales ont marqué un retournement à la baisse inédit en 2017 (-2,8 %), tandis que les déséquilibres cumulés des comptes sociaux se détérioraient, et que l'endettement des collectivités territoriales continuait de progresser à un rythme élevé (+13 % en encours de fin d'année).

Polynésie française : une situation propice à la création d'emploi

L'évolution positive de l'indicateur du climat des affaires depuis quelques années confirme la bonne tenue de l'activité économique en Polynésie française. La situation financière des agents économiques s'en trouve améliorée et se traduit en 2017 non seulement par une nette reprise des investissements productifs, mais aussi par une politique de recrutement plus active pour répondre au surcroît d'activité. Cette tendance a été plus particulièrement marquée dans le tertiaire, le secteur de la construction restant encore en retrait.

Les ménages, pour leur part, ont accentué leurs achats de biens de consommation courante et leurs investissements dans le logement. Sur douze mois glissants, la production de crédits à l'habitat des établissements de crédit a crû de 7,1 %. Le volume de l'activité bancaire consacre en 2017 la reprise de la production de crédit, associée à une collecte de dépôts toujours dynamique.

Wallis-et-Futuna : à la recherche de leviers de croissance

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité de l'année 2016. La consommation des ménages reste stable, la baisse du prix de l'électricité ainsi que la mesure « bas salaires » mise en application au deuxième semestre 2016 contribuent au maintien de l'activité commerciale. Fait marquant de l'exercice, l'investissement des entreprises progresse, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires s'établissent à des niveaux non atteints depuis les Mini-Jeux du Pacifique en 2013.

Les indicateurs de financement de l'économie montrent une poursuite des tendances préalablement observées. Les ménages recourent de plus en plus aux crédits à la consommation, tandis que les entreprises continuent d'investir sur fonds propres.

ZONE PACIFIQUE : L'ACTIVITÉ RALENTIT

La croissance du PIB **australien** a légèrement fléchi en 2017 à +2,3 % après +2,6 %, affectée par de faibles niveaux d'investissements. Toutefois, le maintien d'une politique monétaire accommodante et le regain des exportations devraient soutenir la croissance du PIB en 2018 (+3,0 %) et 2019 (+3,1 %).

L'activité économique en **Nouvelle-Zélande** ralentit, mais conserve un rythme soutenu (+3,0 % en 2017 après +4,2 % en 2016). L'accroissement des dépenses publiques et le maintien de faibles taux d'intérêt devraient soutenir l'activité en 2018 et 2019 (+2,9 % selon le FMI).

La région pacifique progresse plus lentement que les autres sous-régions d'Asie. Estimée à +2,2 % en 2017 par la Banque Asiatique de Développement (contre +5,2 % en Asie du Sud-Est et +6,4 % en Asie du Sud), la croissance de la région est portée en grande partie par la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ailleurs, les résultats sont plus mitigés. Palau et le Timor Oriental ont connu une contraction de leurs économies alors que les autres économies ont ralenti ou maintenu un rythme de croissance faible.

Sources : FMI, BASD

2018 : UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR L'OUTRE-MER

Les perspectives du bassin Antilles-Guyane sont mitigées à court terme, mais sont mieux orientées à moyen terme, en lien avec les investissements attendus dans ces géographies.

Ainsi, en Guadeloupe, les perspectives de travaux, notamment dans le cadre de la reconstruction des îles du nord, couplées aux prévisions de renouvellement des outils productifs des entreprises, sont de nature à dynamiser l'investissement en 2018 selon les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Toutefois, la dégradation des délais de paiement est au cœur de l'attention des chefs d'entreprise enquêtés.

En Guyane, le Plan d'urgence constitue une puissante impulsion publique visant à construire une trajectoire économique. La capacité des acteurs économiques, publics et privés, à engager les projets sera la clé du dynamisme de l'activité dès 2018. Toutefois, le climat social reste tendu avec de fortes attentes sur la mise en œuvre du plan d'urgence dans un contexte où l'insécurité demeure un problème prégnant, et où persistent de fortes attentes en matière de santé et de développement économique.

La Martinique pourra compter sur ses secteurs du tourisme et de l'industrie agroalimentaire, vecteurs de richesse et de création d'emplois, dans une économie où la maîtrise des contraintes démographiques (baisse et vieillissement de la population) reste un enjeu majeur.

À Saint-Pierre-et-Miquelon, une politique d'ouverture sur l'extérieur semble se dessiner afin de poser les bases d'un nouveau modèle économique. L'archipel s'appuiera sur ses secteurs touristique et halieutique pour accroître la diversification de son économie. À cet égard, les récents investissements (nouveaux ferries et chalutiers) pourraient bénéficier à ces secteurs et produire des effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

Dans l'océan Indien, les perspectives économiques affichent des dynamiques hétérogènes. L'économie réunionnaise est bien orientée et le territoire cherchera à prolonger son rythme de croissance soutenu, même si certains leviers de croissance sont appelés à s'éssouffler (taux d'intérêt, faiblesse de l'inflation). Pour cela, la confiance et la visibilité des agents économiques ainsi que la capacité de l'économie à développer de nouveaux moteurs structurants et durables seront encore une fois déterminantes. Certaines filières (économie bleue, économie verte, numérique...) s'organisent et émergent en ce sens, induisant des besoins de formations et de compétences adéquates, et offrant des potentiels de création de richesses et d'emplois à concrétiser.

À Mayotte, l'exercice 2018 s'ouvrait sur une bonne trajectoire et les observateurs anticipaient un nouveau raffermissement du climat des affaires. Le mouvement social général du début d'année a entraîné le blocage d'une partie importante de l'activité économique du département et une crise de trésorerie sans précédent pour les entreprises. De ce fait, l'évolution de la conjoncture économique en 2018 reste incertaine et tributaire de la capacité des acteurs économiques à absorber les chocs liés à la crise sociale en début d'année.

Parallèlement, les perspectives sont plutôt favorablement orientées dans l'océan Pacifique. En Polynésie française, les anticipations des chefs d'entreprise sont optimistes sur les premiers mois de 2018. La situation financière des sociétés se renforce et le courant d'affaires bien orienté devrait stimuler la création d'emploi et l'investissement, dans un environnement favorable tant sur le plan international que local.

En Nouvelle-Calédonie, les perspectives favorables à ce jour pour les cours du nickel et le rebond de l'investissement en fin d'année devront être mis en regard des effets pénalisants que les tensions sur les finances publiques et l'emploi pourraient avoir sur l'économie.

Enfin, à Wallis-et-Futuna, la plupart des secteurs sont en attente de nouveaux leviers de croissance, que pourraient leur apporter le désenclavement numérique et l'ouverture vers l'extérieur. La réflexion participative dans le cadre des Assises de l'Outre-mer devrait également contribuer à identifier de nouvelles opportunités économiques. Par ailleurs, les initiatives favorisant la création et le développement des TPE pourraient développer de nouvelles opportunités économiques et soutenir l'emploi, encore trop dépendant de la sphère publique.

CONJONCTURE INTERNATIONALE : UNE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE PORTÉE PAR LE DYNAMISME DE L'INVESTISSEMENT

La croissance mondiale s'affermi en 2017, s'inscrivant à +3,8 % après +3,2 % en 2016, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2018. Portée par une reprise de l'investissement, la croissance - la plus rapide enregistrée depuis 2011 - a été particulièrement soutenue au second semestre.

Dans les pays avancés, la croissance s'établit à +2,3 % (+1,7 % en 2016), soutenue par le dynamisme des investissements. Aux États-Unis, la croissance s'accélère : +2,3 % en 2017, après +1,5 % en 2016. L'investissement des entreprises progresse, l'inflation s'affermi et le taux de chômage se stabilise à un niveau bas (4,1 % en fin d'année) caractérisant un marché du travail proche du plein emploi. Dans ce contexte, la Réserve fédérale (Fed) a relevé à trois reprises son principal taux directeur. Dans la zone euro, la reprise a été plus vigoureuse qu'attendu (+2,3 % après +1,8 % en 2016) en raison de la résilience de la consommation privée et du recul du chômage. Bénéficiant de conditions de financement et d'un climat des affaires favorables, l'investissement repart à la hausse. Tous les États membres connaissent actuellement une phase d'expansion économique. Par ailleurs, l'économie japonaise enregistre une croissance de +1,7 % (+0,8 point), soutenue par le raffermissement des échanges internationaux et la relance budgétaire. En revanche, avec une croissance estimée à +1,8 % en 2017 (+1,9 % en 2016), l'économie britannique est affectée par les incertitudes associées à la mise en œuvre du Brexit et par la dépréciation passée de la livre, qui a entraîné une hausse de l'inflation pesant sur la consommation des ménages.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'accélération de 0,4 point de la croissance, qui atteint +4,8 % en 2017, tient principalement à une augmentation de la consommation privée. Les économies russe (+1,5 %) et brésilienne (+1,0 %) se redressent après deux années de récession tandis que la croissance chinoise (+6,9 %) reste soutenue. Les pays exportateurs de produits de base, qui avaient souffert de la chute des cours les années précédentes, voient leur croissance s'accélérer en 2017 avec la fin de la contraction de l'investissement.

Grâce à des conditions financières qui restent favorables, la croissance mondiale devrait s'établir à +3,9 % en 2018 et 2019 selon le FMI. Une accélération est attendue dans les pays émergents d'Asie et d'Europe tandis que la croissance des pays avancés devrait être résiliente (+2,5 % en 2018 et +2,2 % en 2019).

Sources : FMI, OCDE, Insee, données arrêtées à la date du 17 avril 2018